

Joséphine Zibi

Le village africain à l'école de l'eau

Clefs pour une ingénierie sociale
et culturelle du développement



L'Harmattan

Le village africain
à l'école de l'eau

Études africaines
Collection dirigée par Denis Pryn

Dernières parutions

- M. R. TCHEUMALIEU FANSI, *Droit et pratique bancaire dans l'espace OHADA*, 2013.
- P. NGOMA-BINDA, *La pensée politique africaine contemporaine*, 2013.
- Stéphane ESSAGA, *Droit des hydrocarbures en Afrique*, 2013.
- Kouamé René ALLOU, *La bourgeoisie municipale d'Afrique romaine*, 2013.
- Lambert MOSSOA, *L'appareil éducatif en Centrafrique*, 2013.
- Joseph EROUMÉ, *Kadhafi, la gloire du vaincu*, 2013.
- Roger MONDOUÉ et Yves-Abel NGAGNGUEM FEZE (eds), *Identités nationales, postcoloniales ou contemporaines en Afrique. Réflexion en hommage aux 50 ans de l'Union africaine*, 2013.
- Patrice LIBONG BADJAN, *Réformes institutionnelles de la CEMAC. Jeu des acteurs, intérêt des États*, 2013.
- Albert SANON, *Yele pe être homme, Initiations traditionnelles et éducation corporelle au Burkina Faso*, 2013.
- Claudine-Augee ANGOUE, *La dialectique du politique et du religieux, Pour une anthropologie du pouvoir au Gabon*, 2013.
- Godwin TETE, *Autopsie du développement pernicieux. Le cas du Togo*, 2013.
- Etanislav NGODI, *Le mouvement Nsilulu dans le pool ou les combattants de Saint Michel, Congo-Brazzaville*, 2013.
- Etanislav NGODI, *Oppositions démocratiques du Congo-Brazzaville*, 2013.
- Paul MALUMBA (dir.), *Gestion durable des agro-systèmes en milieu tropical humide*, 2013.
- Anne-Marie KOFFI KOUADIO BLA, *La Côte d'Ivoire en crise face au droit international*, 2013.
- Mwamba TSHIBANGU, Alexis KABAMBI, Étienne Tshisekedi, *la trajectoire vers la présidence*, 2013.
- Barthélémy NTOMA MENGOME, *La Bataille de Libreville. De Gaulle contre Pétain : 50 morts*, 2013.
- Alfa Oumar DIALLO, *Bien enseigner en Afrique, oui, mais avec qui et comment ?*, 2013.
- Régine NGONO BOUNOUNGOU, *La réforme du système pénitentiaire camerounais. Entre héritage colonial et traditions coloniales*, 2013.
- Augustin TCHAMENI, *Évolutions contemporaines du régionalisme africain*, 2013.
- Antoine NGAKOSSO, *Réformes fiscales en Afrique. Le management du changement*, 2013.
- Jean-Baptiste NKULIYINGOMA, *Rwanda : le pouvoir à tout prix*, 2013.

Joséphine Zibi

Le village africain à l'école de l'eau

*Clefs pour une ingénierie sociale
et culturelle du développement*

L'Harmattan

Du même auteur

Leçons d'eau : 3 générations à l'école des sciences appliquées, Lyon, Productions Afrique Vivante, 2012.

Le conflit entre l'oralité et l'écriture dans l'appropriation de l'Évangile, Paris, L'Harmattan, 2011.

Index photographique : photos Joséphine Zibi,
Michel Dumont et Passerelle NGAM

Première édition : *L'ingénierie sociale du développement. À l'école de l'eau*, Paris, L'Harmattan, 2010.

© L'Harmattan, 2013
5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.harmattan.fr>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-02121-8
EAN : 9782343021218

À mes parents,
Aux populations rurales camerounaises.

Avant-propos

Il n'est pas un jour où les médias ne rappellent à tous que là-bas, au sud du Sahara, des hommes et des femmes survivent avec difficulté.

Il n'est pas un jour où des hommes et des femmes, originaires d'Afrique et d'ailleurs ne cherchent à apporter des solutions durables à ce lot de souffrances chroniques. Certains ont fait de ce problème leur métier, d'autres y vont comme des bénévoles ponctuels. Et cependant, pour les uns et les autres, l'aventure de la solidarité ne va pas de soi.

Depuis mes lointaines études au Cameroun jusqu'aux études universitaires en France, vingt ans sont passés. Vingt ans de questionnement et d'errance dans la planète des savoirs élaborés. Vingt ans pour trouver une réponse à la question que je m'étais moi aussi posée depuis très longtemps ; une question sans cesse amplifiée par les difficultés de l'Afrique : pourquoi ça ne marche pas ? Pourquoi au bout d'un siècle de scolarisation, les populations africaines n'arrivent-elles pas à s'appropriier le savoir technique et scientifique qu'elles côtoient chaque jour, sans vraiment l'habiter ? Pourquoi ce savoir venu d'ailleurs reste-t-il toujours comme juxtaposé dans l'individu, tout en lui cachant si bien les mécanismes de son fonctionnement ?

Si les recherches universitaires m'ont donné les moyens théoriques de comprendre les cultures globales en général, ce sont les villageois camerounais qui, en s'engageant dans une expérience de vérité avec des ingénieurs et techniciens bénévoles français - banal projet d'eau potable, croirait-on - ont fourni la réponse la plus appropriée à mes questions.

Alors je remercie ma famille, mon village, ma commune et toutes les populations villageoises des provinces du Centre et du Sud du Cameroun qui ont travaillé avec nous, et qui se reconnaîtront dans cet exposé, en dépit du changement volontaire de certains noms. À elles je dédie ces pages. Elles m'ont permis de remonter à la source de leurs problèmes, mieux que nulle autre théorie universitaire ne l'avait fait auparavant. Je

leur demande la permission de livrer cette expérience à un public plus large, afin qu'elle serve à tous ceux qui, comme elles et moi, cherchent des voies et des moyens de sortir l'Afrique de ses difficultés.

Je remercie tous les amis français qui ont permis de vivre cette expérience à la fois rude, inoubliable et ô combien porteuse d'espérance. Messieurs Guy Gelas, Emmanuel Alessandrelo, Michel Dumont, Jean Michel Lacrampe, Yan de Kerimel, Mathieu Le Corre, Jean Louis Duvallez, Emmanuel Chirat, Alain Delfour, Guillaume Stahl, Lisette Provencher et toute l'équipe d'AQUASSISTANCE du groupe GDF-SUEZ ; les révérends pères Henri Chabert et Gérard Sagnol, Monsieur et Madame Le Bars, Monsieur Jean Baetz, Mesdames Anne Marie Thomas et Nicole Gallois, Messieurs Alphonse Barut et Jacques Joatton, tous les amis bénévoles et les bienfaiteurs de l'association Passerelle NGAM, les Compagnons Scouts de Villeurbanne, les Compagnons de l'association SOAMPA (Solidarité, Amitié, Partage); l'association Village Vert de l'école d'architecture de Bordeaux, en particulier Jeremy Huet, les institutions qui ont soutenu financièrement ces projets d'année en année, en particulier les paroisses catholiques de Caluire, de la Presqu'île Sud de Lyon et de Francheville ; le service de Coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Cameroun, Le programme franco-camerounais du développement solidaire (PRODESO), l'Agence de l'Eau Seine Normandie, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, le Syndicat des Eaux des Monts du Lyonnais et de la basse vallée du Gier, le Fonds de solidarité et du développement durable du Grand Lyon, VEOLIA Eau.

Grâce à leur confiance, ils nous ont permis de vérifier qu'incontestablement, la réalisation de petits projets permet de faire émerger les vrais problèmes locaux et d'initier des dynamiques villageoises qui, une fois lancées, provoquent des réactions en chaîne et stimulent tous les opérateurs du développement intégré d'une région. Mais cela prend du temps.

Je remercie les autorités camerounaises chargées de l'eau pour leur confiance. Elles nous ont autorisés à entrer dans une expérience pilote qui a permis de cheminer en profondeur avec des villageois. Un merci particulier également pour leur participation financière au projet d'eau de la ville de Ngomedzap : le Ministère de l'Eau et de l'Energie du Cameroun, le Fonds spécial d'équipement et d'investissement intercommunal du Cameroun (FEICOM), le programme national du

développement participatif (PNDP). La mairie de Ngomedzap et Monsieur Fabien Nsoe Noah.

Je remercie les amis camerounais, en particulier Messieurs Joseph Bouly Eyada, Didier Ndjala Essengue, Didier Olinga, Madame Iris Ndjala Essengue, qui sont les fondateurs de l'association Passerelle NGAM, et qui la soutiennent activement depuis plus de dix ans. En dépit de leurs problèmes personnels, ils n'ont pas oublié la solidarité avec le Cameroun, devenant grâce à cette action et, à leur niveau, des passerelles vivantes entre le Nord et le Sud. Un spécial merci à tous les villages du Centre et du Sud Cameroun qui se sont lancés dans la conquête de l'eau : Akoatele, Kama, Okoga, Nkong'nen I, Nkong'nen II, Nkolmeyang, Ting Melen, Ekali 1, la ville de Ngomedzap ; ainsi que les principaux artisans du projet dans chaque village : feux Eyene Innocent et Eyene Zibi Michel, Messieurs Jean Pierre Fama Zibi, Max Abessolo, Faustin Atangana, Amougou Bernard, Nicolas Oloa, Manga Tarcisius, François Bene Mbama, Mes dames Bernadette Essengue, Essah Ottou Marie Thérèse, Agnès Bionde et tous les autres qui se reconnaîtront.

Je ne saurai clore cette page de remerciements sans souligner l'engagement de toute l'équipe technique camerounaise de Passerelle NGAM dirigée par Monsieur Jean Bedel Owoutou Ella. Son sérieux traduit combien l'Afrique actuelle possède des moyens endogènes pour construire son avenir, mais, à condition de sortir du jeu de chacun pour soi et d'oser créer de nouvelles solidarités.

L'exposé présente le contexte actuel porteur des enjeux déterminants du développement rural et de la solidarité avec l'Afrique. Vécue et commentée par les villageois, rapportée par un regard imprégné de la double culture et la formation anthropologique, l'expérience présentée ici pose un regard neuf et exigeant sur l'Afrique et pour cela, elle ne manquera sans doute pas de questionner bien des thèses sur le développement.

Soutien à l'école du village

J'allais au Cameroun depuis deux ans pour une campagne de sensibilisation des populations au sujet de l'école du village. J'étais alors convaincue que, sans une prise de conscience suffisante par les villageois des enjeux liés à chaque école, la dynamisation de l'éducation en milieu rural se ferait difficilement, même si on y consacrait des moyens humains et financiers importants.

Située à six kilomètres en moyenne de la plupart des villages environnants, l'école de la mission catholique est celle qui a formé la majorité de l'élite locale. Mais à une condition. Dès sept, voire six ans, l'enfant doit parcourir tous les jours douze kilomètres à pied pour aller à l'école et revenir à la maison. Seize kilomètres en temps de grandes pluies, puisque les raccourcis de la brousse deviennent alors impraticables. Cela fait plus de cinquante ans que ça dure. Tout le monde s'y est habitué. Le problème est quasiment résolu.

Résolu ? Pas vraiment.

Les parents sont conscients des dangers encourus par ces très jeunes enfants pour aller à l'école. Danger des bêtes sauvages, des serpents, des scorpions sur les chemins boisés, danger de la traversée des rivières en crue, danger de la foudre en temps d'orage et de pluie. Je me souviens des pas de ma mère dans la nuit, la lampe-tempête à la main, quand elle venait à notre rencontre. Car, disait-elle, je préfère découvrir moi-même ce qui vous est arrivé, plutôt que de l'apprendre par ouï-dire. Les parents mesuraient ; disons, ils mesurent encore tous les risques encourus par leurs enfants, risques ou prix à payer, pour avoir une scolarité normale.

Au début de la décennie 1980, une école publique a été construite au cœur du village avec un cycle primaire complet. Seulement, l'unique maître payé tant bien que mal impose son rythme personnel au programme scolaire. De nombreux enfants sortent ainsi du cycle primaire sachant à peine lire et écrire. Rapidement rattrapés par les crises de

l'adolescence, ces enfants rejoignent le rang des nouveaux villageois non ou sous scolarisés. Le phénomène est un classique du milieu rural africain en général, du Cameroun en particulier. Et il devient inquiétant lorsque ces jeunes villageois non qualifiés arrivent sur le marché du travail. Ils partent en ville dans l'espoir de trouver des petits boulots. En réalité, ils y augmentent les effectifs des populations urbaines désœuvrées, des délinquants, des candidats à la prostitution, à l'immigration, etc. Faute de solutions viables, plusieurs terminent leur périple dans les prisons urbaines.

Mon idée était donc de conscientiser les paysans sur ce phénomène qui dure depuis plus de cinquante ans ; sans attendre que les autres – les Européens - nous viennent en aide. Il nous fallait organiser la construction du bâtiment de l'école du village. J'apportais de mon côté une bibliothèque rurale entièrement confiée aux bons soins du maître et des villageois.

Cette année-là, nous avons constitué la première caravane des livres, grâce à la générosité de quelques écoles et collèges de la région lyonnaise. Trois tonnes de livres collectés devaient ainsi servir de base à deux unités de bibliothèques rurales. Notre caravane des livres connut hélas de pénibles péripéties. Trimbalé de ministère en ministère, le dossier de l'exonération des livres finit sa course dans le Ministère des Finances. A-t-il été volontairement perdu ou sciemment classé ? Nous n'avons jamais su les raisons de cet échec. Si nous voulions continuer à aider les enfants des villages, il nous fallait procéder autrement.

Soirée au village

À chaque voyage, j'essaie de respecter les bonnes traditions d'ici. L'une d'elles consiste à apporter des provisions à son hôte, lorsqu'on vient de loin. Et quand ce lointain c'est la France, l'attente est d'autant plus forte. La situation économique dégradée dans la région du Sud Cameroun a pratiquement transformé cette attente en une dette. Arriver au village sans cadeaux représente la pire des impolitesses, le signe manifeste de son avarice. Apporter des cadeaux, c'est renouveler ses attaches familiales et surtout, permettre aux villageois de vous approcher sans complexe. C'est leur traduire en gestes qu'on est resté l'un des leurs.

Cette fois plus que les autres, pour préparer le terrain des négociations à venir, je leur apporte du poisson, du riz, et des condiments pour les femmes, du vin pour les hommes du village. Ce temps de rencontre, de retrouvailles et de partage détend l'atmosphère de la pauvreté. Les gens

me donnent les nouvelles du village. Ils me parlent des tensions nées en mon absence ou encore, des problèmes non résolus qui empoisonnent la vie du village. Je dois montrer aux gens combien je suis restée villageoise par-delà mes pérégrinations européennes.

La deuxième tradition est en réalité mon passe-temps favori en soirée : la veillée de contes, de devinettes et de proverbes avec les enfants du village. Leur fierté est de me raconter une histoire. Les traditions de la forêt regorgent de contes mettant en scène la faune autrefois très abondante ici mais aujourd'hui disparue. Les enfants parlent ainsi de bêtes sauvages : buffles, panthères, éléphants, girafes qu'ils n'ont jamais vues, et peut-être ne verront jamais, sauf probablement à la télévision. Tant bien que mal, les anciens transmettent oralement aux enfants ces contes en soirée, assis autour d'un feu de bois, lorsque la fraîcheur des nuits équatoriales contraint tout le monde à s'y réchauffer.

Les enfants connaissent ainsi chacun un nombre important de contes. Ils me les racontent en ewondo, ma langue maternelle, avec cet accent authentique que bon nombre de citoyens ont perdu. Leur vocabulaire, leur syntaxe et leur intonation forcent mon admiration. Je me surprends, le temps d'un conte, en train de réapprendre de très nombreux termes que j'ai fini par oublier, à force de parler français et de vivre loin du village. Visiblement, les enfants se sentent à tour de rôle honorés de me raconter leur histoire. Et ce relais entre les petits conteurs me permet aussi de mettre les noms sur les nouveaux visages, ou de percevoir le phénomène des nouveaux prénoms donnés aux enfants : Sydney, Jordan, Zidane.

Cette fois précisément, j'ai apporté un magnétophone pour recueillir des berceuses traditionnelles Bëti. Aussi les candidats se bousculent-ils à l'enregistrement. Très vite, la séance de contes avec les enfants attire l'attention des adultes qui se joignent peu à peu à nous. Et l'on comprend que les petits conteurs mis à l'honneur volent la vedette aux adultes ! Spontanément, ceux-ci proposent, qui une histoire, qui une berceuse, qui autre une devinette ; le tout dans une merveilleuse mise en scène : une vraie partie de théâtre.

Les arts dramatiques ailleurs enseignés dans des académies se vivent naturellement au village. Mettre en scène une histoire qui doit s'imprimer dans la mémoire des enfants ne s'enseigne pas. Ça se vit. Ça s'improvise au gré du talent du conteur. Et il suffit d'entendre une histoire contée une fois, pour être à même de la raconter à son tour. Parmi les histoires de ce soir, un jeune garçon propose de raconter l'origine du lignage Nguem. Mais les adultes présents sont obligés d'en rectifier chaque fois le

contenu. On décide donc d'appeler Monsieur Minlo, le conteur de la tradition lignagère. C'est ainsi que j'obtiens le récit de l'origine du lignage Nguem, tel qu'il se transmet encore aujourd'hui, à quelques variantes près, par la tradition orale.

Selon notre conteur, l'ancêtre du lignage Nguem faisait partie intégrante des lignages "Bëti Benanga", littéralement, les seigneurs arrivés par le fleuve Sanaga, en provenance des hautes terres. La légende dit qu'après avoir traversé le fleuve, l'ancêtre fondateur du lignage Nguem se maria à une femme qui lui donna deux enfants. Devenus de grands polygames, les deux frères eurent trente-deux enfants. Mais tous moururent l'un après l'autre en bas âge. Seul le grand-père en connaissait la raison.

Les deux frères convoquèrent donc le peuple pour une énième fois, afin de découvrir les raisons de ces deuils exterminant le lignage. Séance tenante, le grand-père avoua le meurtre qu'il avait commis. Pendant la difficile épreuve de la traversée du fleuve Sanaga, il avait tué le génie de l'eau, lequel l'avait maudit en mourant.

Mais ce jour-là, c'était lui ou le génie. Que pouvait-il faire d'autre ? Sans nul doute, c'était un acte de bravoure, tout à son honneur. Seulement, comment remédier maintenant à la situation ?

Cette année-là, l'une des femmes de Nti Odou (seigneur Odou) était à nouveau enceinte. L'on convoqua la grande cérémonie de purification solennelle. La cérémonie porte un nom : Esie, en langue ewondo. Au cours de celle-ci, "Zomloo", le patriarche orateur décrète ce qui doit s'accomplir, conformément à la tradition. Car sa parole toute puissante est à cette occasion investie du pouvoir de vie ou de mort.

Tous les lignages des contrées voisines assistèrent à la cérémonie : hommes, femmes, enfants, esclaves, jusqu'aux ancêtres morts dont on demanda le secours. Le peuple décida d'un commun accord la naissance d'un enfant mâle, à qui l'on donnerait le nom de Zamba, c'est-à-dire, Dieu. Ainsi, si la mort venait du génie, ce dernier ne pouvait être plus fort que Zamba (Dieu). Si la mort venait de Zamba (Dieu), Zamba ne pouvait s'en prendre à lui-même. Comme un seul homme, toute l'assemblée approuva cette décision.

Ce jour-là, on tua deux chèvres en sacrifice. Et l'on partagea les morceaux de viande, suivant les têtes de lignages et de familles, selon la tradition des assemblées de purification solennelle Bëti. Et tout le monde se dispersa.

Le moment venu, la femme mit au monde un enfant mâle et on l'appela Zamba Odou, ce qui veut dire, le Dieu d'Odou. Ce fut le premier

enfant vivant, descendant de l'ancêtre qui avait traversé le fleuve Sanaga, en provenance des hautes terres. Après lui, les deux frères eurent à nouveau trois autres fils.

Tels sont, selon notre conteur de la tradition, les quatre ancêtres du lignage Nguem actuel dont la descendance est installée dans quatre régions différentes du Sud Cameroun. Ils sont des authentiques Bëti, comme le reste des lignages Bëti actuels, dont les ancêtres ont traversé le fleuve Sanaga. C'est toujours ce "Zamba Odou man Nguem", littéralement : Dieu, le fils d'Odou, du lignage Nguem, que tous les Bëti invoquent, chaque fois qu'ils se trouvent devant l'extraordinaire, l'inouï, le jamais vu. Ce fut un précédent qui permit d'admettre tout ce qui arrive d'extraordinaire et d'insolite au cours d'une vie.

Pour la plupart des enfants présents ce soir-là à la veillée, c'était la première fois qu'ils entendaient cette légende. Aussi leur regard juvénile palpait d'une insatiable curiosité. Par elle, les enfants devenaient un nouveau maillon de transmission de l'histoire de leur lignage.

Le vendeur d'âmes

Après la séance des contes, une inquiétude diffuse se lit sur bon nombre de visages. Pendant que les enfants continuent à jouer et à se raconter des histoires, une personne s'avance vers moi.

— Tu n'aurais pas dû appeler Monsieur Minlo, le conteur de la tradition. Il est accusé de sorcellerie. Et depuis un an, il est mis en quarantaine par le village. C'est la prison d'isolement que le chef lignager a prononcée pour lui.

— Mais qu'a donc fait cet homme ? Que lui reproche-t-on ?

— Ce sont des choses du village. Ne cherche pas à comprendre.

— Est-ce donc compliqué au point que je ne puisse comprendre ?

— Ce sont les choses de la nuit. Que veux-tu comprendre dedans ?

Installé dans la concession de feu son père avec son frère, l'homme est accusé d'être l'auteur de plusieurs décès et autres maladies survenues dans la cellule familiale de son frère. C'est lui le plus proche voisin. Et de plus, la rumeur court qu'il est le vendeur d'âmes aux négociants de la nuit, ceux qui tuent pour transférer les hommes dans "l'entre-deux-mondes", le monde de l'esclavage invisible, le "kong." Il aurait été accusé par son frère le jour de la grande palabre du village. Et même si depuis ce temps-là, personne n'a vérifié cette accusation, le chef du village a décrété une prison d'isolement à son endroit. L'on comprend donc pourquoi une vague inquiétude s'est emparée des adultes présents

dans la maison des contes. Visiblement, beaucoup craignaient la présence de cet homme à côté de tous ces jeunes enfants qui m'entouraient.

Je retrouvais subitement dans son authenticité, l'Afrique profonde. Avec ses peurs, ses croyances enracinées dans le corps social et dans l'individu, comme une seconde nature. Je retrouvais, inchangée, la capacité que recèle cette Afrique traditionnelle à capitaliser les ressources du monde de la nuit, sans oublier les transformations psychologiques successives dont on ose aujourd'hui à peine soupçonner l'envergure. La sorcellerie produit son propre itinéraire de développement dans l'espace et dans le temps. Comme en témoigne précisément "le kong", la croyance en l'esclavage de "l'entre-deux-mondes", plus que jamais en recrudescence.

Le lendemain de l'accusation du vendeur d'âme, à l'occasion d'une discussion avec la tante la plus âgée du village, indirectement je lui demande si, dans sa jeunesse, elle a entendu parler du "kong". Sa réponse est immédiate et radicale : « Jamais. Ce sont des gens qui fréquentaient autrefois la côte qui, les premiers, en ont parlé. Et maintenant, ce fléau fait des ravages dans tous les villages. »

Alors de quoi s'agit-il ? De quoi accuse-t-on le vendeur d'âmes au "kong" ?

La croyance traditionnelle dans le "kong" parcourt toute la côte ouest de l'Afrique, avec plusieurs variantes locales. Dans le cas du Cameroun et plus précisément dans les représentations régionales, le vendeur d'âmes est accusé de vente d'êtres humains en sorcellerie. Tout commence avec l'établissement d'une liste secrète des personnes à vendre. La personne supposée vendue au négociant de la nuit décède concrètement d'une maladie. Elle est bel et bien enterrée. Mais, au dire de nos croyants, cette mort ne serait qu'un leurre. Une délégation occulte vient déterrer ensuite le mort, pour le faire vivre dans un autre monde. Le monde de "l'entre-deux-vies"; d'où il décédera une deuxième fois de sa vraie mort. Entre temps, il travaille comme esclave dans le champ de son employeur invisible. Lequel s'enrichit des rentes de ces âmes invisibles. La rumeur court qu'on rencontre ces personnes dans les marchés urbains. Mais que leur lieu d'attache, c'est le mont Coupé, un des sommets de la chaîne montagneuse de l'Ouest Cameroun, proche de la côte atlantique. Des expéditions seraient organisées la nuit pour observer leur travail, ainsi que leur va-et-vient vers les villes. Ces gens ne parleraient jamais à

personne. Ils seraient corvéables à volonté. Jusqu'à ce que la mort naturelle les en délivre.

Pour la majorité des contemporains, cette croyance prête tout juste à sourire. Mais, pour de très nombreux paysans africains en général, camerounais en particulier, si un sondage était réalisé, la vente des âmes en sorcellerie représenterait de loin, la première cause de mortalité dans les villages. Certains ethnologues ont émis l'hypothèse assez probable selon laquelle, cette vente d'âmes représenterait le mode d'appropriation singulière par les Africains de la traite négrière et de l'esclavage dont ils furent victimes pendant si longtemps. Ils auraient intériorisé les départs de gens vers un inconnu : "l'entre-deux-vies". Et c'est cette intériorisation dont la sorcellerie traduirait ici, à sa manière, l'impact psychologique.

Mais pourquoi la liste ?

Dans ces sociétés où les gens ne connaissaient pas l'écriture, les chefs traditionnels vendeurs d'esclaves tenaient en effet des listes secrètes des noms de personnes à capturer. Parfois, en ignorant eux-mêmes les noms y consignés. Les listes étaient souvent écrites par des intermédiaires. En conséquence, pour les villageois, la liste demeure un élément suspect au point que même les agents de recensement national sont parfois très mal reçus par de farouches villageois.¹ Dans les représentations collectives, avoir son nom dans une liste équivaut à commencer son parcours final, celui qui mène vers l'inconnu ou, vers la mort. Cette réalité n'est en rien fictive. Il s'agit bel et bien d'une actualité psychologique de nombreux villageois camerounais.

La mémoire orale dit qu'autrefois à partir d'une liste, les gens disparaissaient du village ou de la vie tout court. Ils revivaient cependant dans un autre monde loin de chez eux, jusqu'à la vraie mort. C'est exactement ce schéma qu'on retrouve dans la croyance en la vente des âmes en sorcellerie. La culture traditionnelle aurait donc conjugué l'événement de l'esclavage avec la sorcellerie, créant une forme inédite : la vente des âmes aux sorciers, celle dont on accuse Monsieur Minlo au village. Celle que la tante du village a vu s'installer et grandir, comme une nouveauté culturelle.

¹ Lors d'un recensement précédant un projet d'eau dans un village, notre animateur a été victime d'un tel refus par les villageois qui ne voulaient pas être recensés, ils ne voulaient pas avoir leur nom sur une liste. Malgré la présentation de l'autorisation délivrée par le maire, pour des besoins de l'élaboration technique du projet.

La chose est à ce point sérieuse que les villages ont créé des prisons traditionnelles, pour sanctionner les vendeurs d'âmes selon le droit coutumier, avant de renvoyer des cas plus graves vers la justice officielle. Et cela mérite aussi une autre attention. L'Afrique continue d'adapter à sa manière, le capital psychologique traditionnel aux nouvelles situations sociales et institutionnelles. Le traumatisme né de la traite négrière et de l'esclavage aura été ainsi scellé dans une forme de sorcellerie qui perpétue sa mémoire. Ainsi, en dépit de leur abolition, ces réalités continuent de hanter l'Afrique de leurs fantômes maléfiques !

Ces mentalités et ces croyances en pleine recrudescence ne sont pas moins déconcertantes. Mon séjour au village me permet de constater que les choses n'ont pas beaucoup changé. Tout le monde continue à croire au monde de la nuit, au trafic des âmes vers "l'entre-deux-mondes", aux envoûtements, aux blindages..., jusqu'aux médecins. Car, faute de diagnostic clair, il arrive que certains d'entre eux renvoient les familles vers les soins traditionnels. Même l'appareil judiciaire n'a pas pu résister à la force de cet héritage psychologique. La justice a fini par l'intégrer. Désormais, on traîne les vendeurs d'âmes devant les tribunaux. Ils sont condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement ferme. Les prêtres y voient l'incarnation des forces du mal dans la société. Les élites de la Nation redoutent des séjours dans les villages, par peur de voir leur nom, ou ceux de leurs proches figurer dans les listes d'attente des vendeurs d'âmes.

Comment faire pour extirper une croyance aussi ancrée ? Comment amener les gens à objectiver la réalité intérieure vécue, ainsi que le monde ambiant perçu, comme c'est le cas dans les sociétés dites modernes ? Cette question reste, ni plus ni moins, le signe que je ne partageais plus avec les miens, cet aspect de la culture traditionnelle. Car ici, on ne pose pas cette question. La sorcellerie est une vérité d'évidence. Et quiconque en conteste l'existence se met en marge de l'opinion générale. C'est, en quelque sorte, par la croyance ou non en la sorcellerie, qu'on reconnaît les Africains qui vivent en cohérence avec leur culture et, ceux qui se sont adaptés à la culture occidentale. Pour les villageois, la chose est simple. On devient Blanc, dès lors qu'on ne croit plus en la sorcellerie. Car il n'y a que les Blancs pour ne pas y croire.

Après l'accusation du vendeur d'âmes, j'aurais aimé dire à tout le village quel était mon point de vue. Mais je m'en suis abstenue. Une telle

explication rapide n'aurait pu qu'ajouter du trouble au trouble. La question est si délicate qu'on ne peut la traiter dans une réunion. Pour l'individu qui croit en la sorcellerie, il est difficile de croire qu'une autre explication de la réalité soit possible. Très difficile par ce fait de situer la place qu'occupe en soi ce monde de l'invisible : forces maléfiques de la nature environnante, forces maléfiques habitant les autres humains, forces de l'au-delà, diables, génies, esprits, ainsi que leurs parades : grigris, blindages, devins, sorciers...

Je savais d'expérience que, sans un apport objectif extérieur et s'étalant dans la durée, il est difficile, voire impossible de réaliser par soi-même, combien ces forces vous meuvent, comme une girouette, et vous empêchent de naître à une autre vision des choses.

Parce que sortie de cette culture globale, je me contentai donc de comprendre son point de vue. En même temps, et pour les besoins du projet et de l'éducation en milieu rural, je décidai de voir l'Afrique et les Africains comme les autres les voient. Les autres, les Étrangers, ceux qui veulent comprendre pourquoi ils ne sont pas comme tout le monde. Pourquoi il est si dur de comprendre des évidences partagées ailleurs par tant de peuples. Située dans cet espace de "l'entre-deux-cultures" je revenais ici comme une missionnaire étrangère, portant au cœur les mêmes inquiétudes, les mêmes questions, les mêmes angoisses, les mêmes besoins d'en savoir plus.

La confiance d'Arnaud

Durant le même séjour au village, je rends visite à ma cousine handicapée qui vient de perdre sa mère. Je trouve ses enfants en train de construire une petite digue, pour retenir l'eau qui sourd de terre, juste devant chez eux, suite à d'abondantes précipitations. Une légende dit que ce village est installé sur un fleuve souterrain. Et que, pendant la grande saison des pluies, le niveau du fleuve monte, et l'eau sourd de terre.

Je me joins aux enfants pour construire la petite digue en question. Ce travail attire rapidement l'attention des adultes qui s'étonnent que je m'intéresse à cette eau. Un notable du village nous met cependant en garde. Il nous faut à tout prix éviter de faire déborder cette eau sur la chaussée. Et il ajoute : « Nous voudrions bien faire quelque chose, puisque nous souffrons de l'éloignement de l'eau. Mais nous ne savons ni ce qu'il faut faire, et encore moins comment le réaliser. En tout cas, sûrement pas ce que vous faites. Si vous laissez l'eau déborder sur la chaussée, le village risque une amende de la part du sous-préfet, pour

l'avoir volontairement déformée. » Les enfants et moi, nous limitons donc notre barrage au strict nécessaire, juste de quoi retenir la quantité d'eau suffisante pour laver leurs habits.

De retour à la maison, cette eau qui sourd de terre au milieu du village hante véritablement mon esprit. Comment faire pour exploiter cette eau ? Aucune solution ne pointe alors dans mon esprit. Dans les paroles du notable, on sentait le regret de ne pouvoir exploiter cette eau. Personne au village ne savait comment s'y prendre. Alors quelques jours avant mon retour en France, je pose au chef du village la question de savoir, si un jour, j'amenais les acteurs de la solidarité au village pour lui donner de l'eau potable, le village serait-il prêt à collaborer ? Le chef répondit sans hésiter par l'affirmative.

La question n'était pas sans fondement.

Pendant les travaux effectués pour la réhabilitation d'une salle donnée par la mission pour y installer la bibliothèque rurale l'année précédente, seuls les membres de ma famille avaient pris une part active au projet ; en dépit de l'appel fait à tous les villageois. Ils me reprochèrent par la suite d'avoir travaillé pour rien. Oui, pour rien. Même l'idée que leurs enfants seraient bénéficiaires un jour de ces livres ne semblait pas les contenter. Le sentiment de travailler pour rien était amer et prédominant. Ils auraient encore accepté de travailler, si je leur donnais une compensation financière. Mais là, c'était pour rien.

J'espérais trouver dans le village plus de conscience de l'intérêt général. Ce fut avec beaucoup de surprise que je dus me rendre à l'évidence : l'intérêt général autour de l'école n'était pas encore une réalité allant de soi. Pour éviter donc de revivre une telle situation à propos d'un autre projet éventuel, il fallait prendre l'avis du chef du village. Lui seul, pensais-je, pouvait mobiliser les forces vives du village en cas de besoin.

La question adressée au chef du village avait par ailleurs un lien étroit avec la confiance d'Arnaud. Lors de notre soirée de contes ci-dessus présentée, Arnaud alors âgé de 11 ans, y avait assisté. À la sortie, il était venu me confier qu'à mon prochain séjour au village, il n'y serait plus.

— Où seras-tu ?

— À Yaoundé.

Après un court silence il continue.

— Je vais faire comme les autres enfants...

(sous entendu, devenir enfant de la rue.) Car il y a trop de travail ici au village. Là-bas en ville, les enfants peuvent au moins jouer librement. Mais il ne faut pas le dire à papa et à maman.

Ce soir-là, j'essayai de cacher à Arnaud le degré de ma désolation. Et je lui proposai un marché. Il devait rester au village, et moi, j'allais faire quelque chose pour lui et pour les autres enfants. Malgré lui, Arnaud accepta les termes de ce contrat bien vague. J'essayai d'imaginer, si j'étais à sa place, quelle confiance je pourrais mettre dans la parole d'un adulte qui me promet de faire quelque chose, sans préciser ni quand, ni à quoi ce quelque chose pourrait servir ? Et je compris d'autant plus la résignation d'Arnaud. Il accepta cependant ma proposition et me donna une dernière recommandation : ne parler à personne de notre conversation. Cela devait rester notre secret à deux. Et ce fut ainsi. Si je ne savais pas moi-même ce que j'allais faire en effet, c'est quand même là que cette promesse devint une dette. Une dette dont l'urgence de remboursement courait à la vitesse à laquelle grandit un enfant.

Après l'échec de notre bibliothèque rurale relaté ci-dessus, l'association avait changé de stratégie d'action en achetant des livres directement au programme scolaire camerounais, pour en faire don aux écoles rurales. La confiance d'Arnaud me fit prendre conscience du caractère inapproprié, voire prématuré, de notre projet de don de livres dans ce milieu. Des écaillés tombèrent soudain de mes yeux qui regardaient sans voir ou refusaient de voir les contraintes du travail domestique ; ces interminables corvées qui empêchent aux enfants de jouer, d'étudier leur leçon, ou d'avoir d'autres loisirs, comme tous les enfants du monde ; en tout cas, ceux qui ont la chance de vivre leur enfance dans l'insouciance, en ce 21^e siècle commençant.

Ce soir-là, je compris clairement que le principal problème des enfants des villages était, de loin, la corvée d'eau. Aucun enfant n'aime faire ces tours interminables à la source ou au puits. Seule la volonté de plaire aux parents les amène à considérer cette corvée comme leur participation "normale" à la vie familiale. Et si Arnaud qui a vécu autrefois en ville a trouvé sa solution, en se projetant enfant de la rue, les autres enfants subissent cette situation sans rien dire, ne sachant même pas qu'ils ont le droit de dénoncer cette corvée.

Mais compte tenu du travail oppressant pour tous au village, les parents peuvent difficilement être blâmés. La solution restait donc d'approvisionner les villages en eau, pour libérer les enfants des corvées domestiques et quotidiennes et, par là, donner une nouvelle dynamique,

non seulement au bien-être des enfants, à leur scolarisation, mais aussi, à la santé des villageois d'une manière générale.

Avec la confiance d'Arnaud, j'avais la nette impression d'avoir identifié un problème essentiel du milieu rural qui envoie les enfants dans la rue. Car, depuis deux décennies au moins, sans trop savoir pourquoi, peut-être est-ce là, le nouvel impact du transfert d'images par la télévision, nombre d'enfants désertent les campagnes tranquilles pour gagner la ville. Pour la majorité d'entre eux, ce départ entame une rupture totale avec leur famille et, pour eux-mêmes, un parcours d'autodestruction quasiment irréversible : un vrai gâchis.

Dans les rues de Yaoundé comme dans la plupart des grandes villes camerounaises, pour peu qu'on y prête attention, les enfants de la rue ne passent pas inaperçus. Ils lavent des voitures, ils vous présentent une avalanche de pacotilles aux arrêts des feux rouges : allumettes, coupe-ongles, mouchoirs, bonbons... tout est bon pour rapporter une petite pièce d'argent.

On les appelle les "nanga boko", ces enfants qui vivent dans la rue. Livrés à eux-mêmes, ils fréquentent des bâtiments délabrés où ils ont improvisé un semblant de chez eux. Des branches d'arbre servent parfois de lits à certains, des cartons rafistolés servent de chambres à d'autres. Dans la rue, ils organisent leur vie au rythme de leurs loisirs : jeux d'enfants tissés d'interminables bagarres, mais aussi, une tendre solidarité entre eux, et autant d'écheveaux de gestes destructeurs. Ils boivent ou fument de l'alcool dans des torchons. Ils vendent, fument ou s'injectent de la drogue, se prostituent, et finalement gagnent la prison et très souvent y trouvent la mort, parfois atteints du sida. Et pourtant, ces enfants font des envieux : les Arnaud des campagnes.

La situation des enfants des rues réveille une légitime colère chez les adultes. On aimerait connaître ces parents irresponsables ou dépassés par les événements qui, un jour, ont laissé leur enfant gagner la rue, comme l'ultime solution à leur problème. On aimerait savoir d'où viennent ces enfants, comment et pourquoi ils en sont arrivés là. La confiance d'Arnaud apportait une certaine réponse à ces questions. Faute de pouvoir changer les choses chez eux au village, de nombreux enfants préfèrent affronter cette ultime situation, conscients ou non, des conséquences désastreuses pour eux.

Devant la violence déstructurante que les enfants s'infligent ainsi à eux-mêmes, quelques adultes créent timidement des maisons pour tenter

leur réinsertion dans leur famille, mais cette tentative connaît des échecs fréquents. Après la rue, beaucoup d'enfants deviennent tout simplement incapables de vivre en société !

Certaines conditions de vie imposées aux enfants en milieu rural ne sont plus acceptables pour un observateur attentif. L'on comprend donc pourquoi ils décident un beau jour d'en finir. Les enfants sont associés en général à tous les petits travaux domestiques : recherche du bois de chauffage, travaux des champs, nettoyage de la vaisselle et surtout d'interminables corvées d'eau à la source ou au marigot. Où que l'on aille et qu'on trouve un point d'eau, ce sont toujours les enfants qui sont à l'œuvre. Même si l'on y trouve aussi des femmes.

Trois ans, c'est l'âge normal pour ramener un litre d'eau à la maison. Ici, c'est la corvée d'eau qui forme à la bravoure. Par sa première calebasse d'eau ramenée à la maison, un enfant exprime à sa maman qu'elle a désormais quelqu'un sur qui compter. De cet état de fait, notre regard d'adulte s'est accommodé. Et le problème a été rangé parmi les moins urgents dans l'échelle des projets de développement depuis cinquante ans. Il a échappé à tous, à ceux qui dénoncent le travail des enfants, comme à ceux qui soutiennent l'éducation en milieu rural.

Alors je rends hommage à Arnaud, cet enfant qui a osé parler au nom de tous les autres enfants. Tous ceux qui supportent en silence ce pénible esclavage domestique devant lequel, les adultes, faute de mieux, préfèrent fermer les yeux. Je ne veux pas garder pour moi cette confiance. Alors permettez-moi de la confier aux oreilles de tous les adultes qui m'entendent, selon ma promesse faite à Arnaud. La question est : jusqu'à quand les enfants devront-ils payer aussi cher leur droit de jouer ? Jusqu'à la complète destruction de leur avenir ?

Peut-on continuer à se gargariser du terme de développement, alors même que les populations rurales qui forment pourtant, et de loin, la majorité de la population africaine en général, et camerounaise en particulier, ne peut accéder au confort minimum que pourrait engendrer le développement : infrastructures de santé, routes rurales, eau potable, électricité, pouvoir d'achat...

À quand l'avènement d'un changement décisif pour le milieu rural ?

De retour à Lyon, ma promesse faite à Arnaud ne m'a plus jamais quittée. À partir de janvier 2001, le décès de mon directeur de thèse m'avait plongé dans une grande fatigue intellectuelle. J'avais décidé de

terminer cette thèse avant d'engager tout projet de développement en direction des villages. La conjonction de l'arrêt de ma recherche et des besoins urgents sur le terrain villageois m'amènèrent donc à revoir les choses autrement. Je ne risquais rien à présenter cette confiance d'Arnaud à qui pouvait l'entendre. L'occasion se présenta à Lyon, lors du congrès préparatoire du Sommet mondial de Johannesburg en février 2002. Le congrès servait de vitrine aux grandes firmes internationales. J'y rencontrai un ingénieur du groupe SUEZ qui me donna les coordonnées d'AQUASSISTANCE. Je pris aussitôt contact avec l'association, à qui je fis part de mon projet : travailler à l'approvisionnement des villages en eau potable, afin de libérer les enfants de la corvée d'eau et leur donner la possibilité de jouer, selon le souhait d'Arnaud ; et par le fait même, soutenir la scolarisation et la santé primaire en milieu rural.

La première tentative fut la bonne. L'association répondit à notre appel. Peu à peu, une collaboration fructueuse se constitua entre l'association franco-camerounaise Passerelle NGAM et l'association humanitaire AQUASSISTANCE. Plusieurs paroisses catholiques de Caluire, de la Presqu'île Sud de Lyon et de Francheville soutiendront le démarrage du projet. Trois ans plus tard, la Coopération française au Cameroun et, sept ans plus tard, d'autres bailleurs français et camerounais prendront le relais. Notamment : l'Agence de l'Eau Seine Normandie, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, le Fonds de solidarité et du développement durable du Grand Lyon, VEOLIA Eau, le Syndicat des Eaux des Monts du Lyonnais et de la Basse Vallée du Gier, le Ministère de l'Eau et de l'Energie du Cameroun, le Fonds Spécial d'Equipement et d'Investissement Intercommunal du Cameroun (FEICOM), le Programme National du Développement Participatif au Cameroun (PNDP). De cet effort conjugué naîtra *le projet de l'eau potable pour tous*, dans plusieurs villages des régions Centre et Sud du Cameroun ; projet dont il sera question tout au long de cet exposé.

Depuis 2002 en effet, *la caravane de l'eau potable pour tous* au village provoque un face-à-face culturel entre des ingénieurs et des techniciens bénévoles français d'une part, les villageois de la forêt équatoriale camerounaise d'autre part, entre par ailleurs, les populations rurales, les autorités locales et les acteurs de la solidarité internationale. Il convient de signaler que, ces villageois et leurs autorités n'avaient jamais été engagés auparavant dans un projet dit de solidarité internationale.

D'où le charme de l'expérience, et surtout, l'extraordinaire fraîcheur des découvertes sociales et culturelles opérées sur ce terrain singulier. Ces données qui ne manqueront pas d'étonner plus d'un, non seulement bousculent bien des idées reçues sur le développement, mais aussi, interpellent les différents partenaires et, finalement, expriment avec force, l'aujourd'hui de l'Afrique profonde lancée à la conquête du progrès.

Village après village, la caravane de l'eau a inauguré dans les régions du Centre et du Sud du Cameroun, une véritable ère de la conquête de l'eau potable et, une école pratique destinée à s'approprier, en même temps que les réalisations techniques, les multiples enjeux sociaux et culturels liés à l'eau.

Pour traduire toute la richesse de cette expérience, l'exposé privilégie le mode du récit intégrant autant les éléments ethnographiques et historiques que la réalité actuelle permettant de relire le passé. Cela, afin de restituer, autant que possible, le pittoresque de l'aventure, l'émoi du face-à-face insolite et le cheminement progressif des acteurs en présence. Pour les uns, l'effort fourni pour braver nombre de préjugés - en commençant par la décision d'y aller - et de faire confiance aux hommes de là-bas. Pour les autres, le courage d'oser. Oser faire confiance, une fois de plus aux inconnus, en dépit des déboires fréquents en matière de projet de développement !